

Art. 5. — La section de l'orientation professionnelle, de l'apprentissage et du placement des jeunes inoccupés réunit les services chargés, antérieurement, de ces divers problèmes, tant à la direction de l'enseignement technique qu'au secrétariat général de la jeunesse.

Cette section comprend deux bureaux, l'un chargé de toutes les questions concernant l'apprentissage, l'autre chargé de l'orientation professionnelle et de la formation des jeunes inoccupés.

Un service de placement des jeunes inoccupés assume les fonctions antérieurement dévolues au commissariat au chômage des jeunes.

Un directeur adjoint connaît, sous l'autorité et le contrôle du directeur du travail des jeunes et de l'enseignement technique, de toutes les questions traitées par cette section.

Art. 6. — Des arrêtés ultérieurs fixeront les attributions et la composition des divers bureaux ainsi que les modalités du fonctionnement, à titre temporaire, du service de placement.

Art. 7. — Le secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vichy, le 25 avril 1941.

JÉRÔME CARCOPINO.

#### Direction de la formation des jeunes.

Le secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse,

Vu la loi du 23 avril 1941,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — La direction de la formation des jeunes comprend :

1<sup>o</sup> Deux sections :

Section administrative ;

Section d'études ;

2<sup>o</sup> Trois bureaux :

Bureau de la formation des cadres ;

Bureau des groupements de jeunesse ;

Bureau des services régionaux de la jeunesse.

Art. 2. — La section administrative assure la liaison de la direction de la formation des jeunes avec la direction de l'administration générale, du personnel et de la comptabilité du secrétariat d'Etat. Elle gère les crédits alloués à la direction. Elle assure spécialement le contrôle des groupements et associations subventionnés.

\* Art. 3. — La section d'études assure la liaison de la direction de la formation des jeunes avec les services de la propagande des jeunes dirigés par le secrétaire général de la jeunesse. Pour toute étude demandée par le secrétaire d'Etat, elle se met en relation avec les autres organismes dépendant du secrétariat d'Etat. Les questions de doctrine et de pédagogie, les enquêtes et informations, les questions médicales et sociales ressortissent à cette section.

Art. 4. — Le bureau de la formation des cadres connaît de toutes les affaires concernant l'administration des écoles de cadres spécialisées ou non, les programmes de ces écoles, leur personnel d'encadrement, le placement et le contrôle des élèves à leur sortie de l'école.

Art. 5. — Rattachés au bureau des groupements de jeunesse les rapports avec les différents groupements, le contrôle, l'aide et les directives qu'appellent ces

groupements, les questions concernant les maisons et auberges de la jeunesse, les étudiants, les questions féminines.

Art. 6. — Le bureau des services régionaux est chargé d'établir une liaison entre les activités des inspecteurs et délégués régionaux relevant :

Du commissariat général à l'éducation générale et aux sports ;

De la direction du travail des jeunes et de l'enseignement technique ;

De la direction de la formation des jeunes.

Ce bureau soumet au secrétaire d'Etat toutes les mesures susceptibles d'assurer à ces diverses activités une communauté de doctrine ou destinées à prévenir et empêcher les doubles emplois.

Art. 7. — Le secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vichy, le 25 avril 1941.

JÉRÔME CARCOPINO.

### SECRÉTARIAT D'ÉTAT AU RAVITAILLEMENT

N° 2521. — Décret du 1<sup>er</sup> juin 1941 portant nomination (administration centrale).

Par décret du 1<sup>er</sup> juin 1941, M. l'intendant Paul Bot a été nommé directeur à l'administration centrale du secrétariat d'Etat au ravitaillement, en remplacement de M. Puvieux dont la démission a été acceptée.

Répertoire de levures pour les départements du Gard, Vaucluse, Ardèche, Drôme.

Par arrêté en date du 1<sup>er</sup> juin 1941, M. Boissier (Roger) est nommé répartiteur de levures des départements du Gard, Vaucluse, Ardèche, Drôme, à compter du 19 mai 1941 et placé, à ce titre, sous l'autorité du bureau national de répartition de la levure et, en ce qui concerne les opérations de ravitaillement, sous le contrôle du directeur départemental du ravitaillement général.

Office national interprofessionnel des céréales.

Par arrêté en date du 10 juin 1941 du ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture et du secrétaire d'Etat au ravitaillement, M. Jeanson (Paul), sous-chef de bureau à l'office national interprofessionnel des céréales, a été admis à bénéficier des dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 17 juillet 1940, ainsi que de celles de l'article 2 de la même loi, à compter du 16 juin 1941.

### SECRÉTARIAT D'ÉTAT AUX COMMUNICATIONS

Administration centrale des postes, télégraphes et téléphones.

Par arrêté en date du 13 juin 1941, Mme Neau, dame commis à Paris, direction des services téléphoniques, a été nommée commis d'ordre et de comptabilité à l'administration centrale.

Services extérieurs des postes, télégraphes et téléphones.

Par arrêté en date du 13 juin 1941, ont été rapportées les dispositions de l'arrêté du 25 février 1941 en ce qui concerne la relève des fonctions de M. Auzou, facteur à Paris-XVIII.

Par arrêtés en date du 13 juin 1941 :

1<sup>o</sup> Les inspecteurs dont les noms suivent ont été mutés :

A la disposition du ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères pour le service de l'office tunisien, M. Machabey, de Digne.

A Digne, M. Anslet, à la disposition du ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères pour le service de l'office tunisien ;

2<sup>o</sup> M. Leduc, comptable centralisateur à Bordeaux, a été nommé receveur principal hors classe à Lille.

Par arrêté en date du 11 juin 1941, les inspecteurs dont les noms suivent ont été mutés :

A Paris, service technique *extra muros*, M. Dussac, de Paris, dépôt central du matériel.

A Paris, dépôt central du matériel, M. Robbo, de Paris, service technique *extra muros*.

### SECRÉTARIAT D'ÉTAT AUX COLONIES

Administrateurs des colonies.

Par arrêté du secrétaire d'Etat aux colonies en date du 16 juin 1941, M. Papillard (Fernand-Henri), élève administrateur des colonies, a été titularisé dans l'emploi d'administrateur adjoint de 3<sup>e</sup> classe des colonies, pour compter du 20 décembre 1939, date d'expiration de son année de stage.

### SEQUESTRES

Par ordonnance du 13 décembre 1940, le président du tribunal civil de Chartres a nommé l'administration de l'enregistrement, représentée par son directeur départemental, pour exercer les fonctions d'administrateur séquestre des biens de la Loge Marceau, en remplacement de M. Rilliot, précédemment nommé.

### AVIS & COMMUNICATIONS

Secrétariat d'Etat au ravitaillement.

Avis de concours à l'office national interprofessionnel des céréales.

Par modification à l'avis publié au Journal officiel du 25 avril 1941 (p. 1772), la date extrême pour le dépôt des demandes d'admission au concours pour les emplois de rédacteur et de contrôleur à l'office national interprofessionnel des céréales est reportée au 25 juin 1941.

Ces demandes doivent être adressées :

Pour la zone occupée : 21, avenue Bosquet, Paris ;

Pour la zone libre : hôtel Florida, à Vichy.

Vichy. — Imprimerie spéciale.

Le Directeur des Journaux officiels :  
R. DATON-TARAS.

(Supplément.)